

---

# Fiches thématiques

---

Structure du système productif



## 1.1 Catégories d'entreprise

La loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008 a introduit une définition de l'**entreprise** et de sa taille (décret n° 2008-1354) à partir de critères économiques qui conduit à une meilleure vision du tissu productif. Cette nouvelle définition était jusqu'à présent approchée par la notion de **groupe**. Elle est désormais pour la première fois précisée par l'introduction du **profilage**. En 2013, on dénombre alors 3,75 millions d'entreprises dans les secteurs marchands non agricoles, dont 3,66 millions correspondent à une seule unité légale indépendante.

Cette définition économique de l'entreprise révèle la forte concentration du tissu productif. Sur ces 3,75 millions d'entreprises, 274 **grandes entreprises** (GE) emploient 4,33 millions de salariés fin 2013, soit 29 % du total. À l'opposé 3,61 millions, soit 96 %, sont des **microentreprises** ; elles emploient environ 2,81 millions de salariés (19 % du total). Par-delà ce dualisme se dessine une partition assez équilibrée de la valeur ajoutée ou de l'emploi : 5 300 **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) et 138 000 **petites et moyennes entreprises** (PME) non microentreprises emploient respectivement 24 % et 28 % des salariés.

Le secteur le plus concentré est celui des activités financières et assurances. 26 grandes entreprises y emploient 79 % des salariés. L'industrie comme l'information-communication sont orga-

nisées autour de grandes entreprises et d'ETI. Dans l'industrie, 83 grandes entreprises et 1 630 ETI emploient toutes deux 33 % des salariés. Dans l'information-communication, une vingtaine de grandes entreprises et 260 ETI emploient respectivement 40 % et 27 % des salariés. Les différentes catégories ont un poids proche de la moyenne dans les activités du commerce, des transports, de l'hébergement et restauration. En effet, ces activités sont marquées par une grande diversité d'acteurs, des grandes entreprises internationalisées jusqu'aux microentreprises qui desservent un marché de proximité. La majorité des salariés des PME (y compris microentreprises) sont dans les services destinés aux particuliers (enseignement, santé, action sociale, autres services), ainsi que les activités spécialisées scientifiques et techniques (qui incluent notamment les professions libérales). Dans la construction, en dépit de la présence d'une dizaine de grandes entreprises, 70 % des salariés sont employés dans des PME (y compris microentreprises).

Dans les secteurs non financiers, les grandes entreprises dégagent un tiers de la valeur ajoutée (VA), tandis que les trois autres catégories en réalisent le reste à parts à peu près égales. 56 % de la VA est ainsi produite par près de 5 400 entreprises (GE et ETI) qui réalisent aussi 84 % des exportations. ■

### Définitions

Dans le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, l'**entreprise** est la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services et jouissant d'une certaine autonomie de décision. Quatre tailles d'entreprise y sont définies :

- les **petites et moyennes entreprises** (PME) sont celles qui, d'une part, occupent moins de 250 personnes, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros ;

- parmi elles, les **microentreprises** (MIC) occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros ;

- les **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) sont des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des PME et qui, d'une part, occupent moins de 5 000 personnes, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros ;

- les **grandes entreprises** (GE) sont des entreprises non classées dans les catégories précédentes.

**Groupe** : ensemble de sociétés liées entre elles par des participations au capital et parmi lesquelles l'une exerce sur les autres un pouvoir de décision.

Un groupe de sociétés était jusqu'à présent considéré comme une seule entreprise quelle que soit sa taille. Il s'agit d'une approximation. En effet, certains conglomérats diversifiés sont formés de branches quasi autonomes qui devraient en toute rigueur être considérées comme autant d'entreprises. Identifier au sein des groupes de telles entreprises au sens du décret de 2008 et reconstituer les variables économiques au niveau de ces entreprises est un travail de grande ampleur, dit de **profilage**. Pour les données 2013 est intégré pour la première fois le résultat du profilage de 43 grands groupes. En identifiant plusieurs entreprises au sein de groupes diversifiés, le profilage introduit 24 GE et 34 ETI supplémentaires.

### Pour en savoir plus

- *Les entreprises en France*, coll. « Insee Références », édition 2015.
- « Quatre nouvelles catégories d'entreprise », *Insee Première* n° 1321, novembre 2010.

# Catégories d'entreprise 1.1

## 1. Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2013

|  | GE     | ETI    | PME hors MIC | MIC <sup>1</sup> | Ensemble         |
|--|--------|--------|--------------|------------------|------------------|
| <b>Entreprises, y compris activités financières et assurances</b>            |        |        |              |                  |                  |
| Nombre d'entreprises   | 274    | 5 322  | 138 117      | 3 606 741        | <b>3 750 454</b> |
| Nombre d'unités légales situées en France                                    | 26 008 | 46 157 | 236 728      | 3 627 893        | <b>3 936 786</b> |
| Effectif salarié au 31/12 (en milliers)                                      | 4 333  | 3 473  | 4 169        | 2 808            | <b>14 782</b>    |
| Effectif salarié ETP (en milliers)   | 4 022  | 3 185  | 3 715        | 2 487            | <b>13 408</b>    |
| <b>Entreprises hors activités financières et assurances</b>                  |        |        |              |                  |                  |
| Nombre d'entreprises   | 248    | 5 121  | 136 468      | 3 553 923        | <b>3 695 760</b> |
| Nombre d'unités légales situées en France                                    | 16 943 | 45 150 | 233 490      | 3 573 915        | <b>3 869 498</b> |
| Effectif salarié au 31/12 (en milliers)                                      | 3 743  | 3 392  | 4 129        | 2 767            | <b>14 032</b>    |
| Effectif salarié ETP (en milliers)   | 3 467  | 3 110  | 3 678        | 2 450            | <b>12 706</b>    |
| Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)                                    | 1 325  | 1 093  | 815          | 548              | <b>3 781</b>     |
| Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)                         | 315    | 211    | 81           | 19               | <b>627</b>       |
| Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)                             | 337    | 252    | 240          | 216              | <b>1 046</b>     |
| Chiffre d'affaires par salarié ETP (en milliers d'euros)                     | 382,3  | 351,3  | 221,5        | 223,8            | <b>297,6</b>     |
| Immobilisations corporelles / salarié ETP <sup>2</sup> (en milliers d'euros) | 271,3  | 207,7  | 94,9         | 92,8             | <b>171,4</b>     |

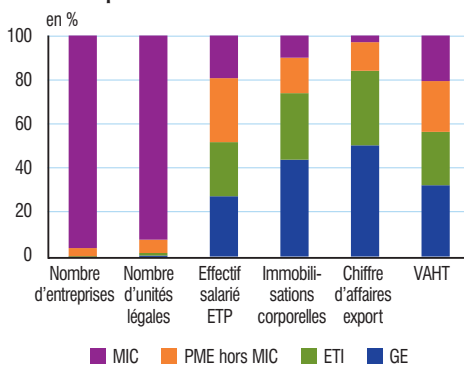
1. Pour les microentreprises, les ratios par salarié doivent être interprétés avec prudence, en l'absence d'information sur le statut du chef d'entreprise et la façon dont il se rémunère.

2. Les immobilisations corporelles par salarié et le total de bilan par salarié sont calculés non sur l'ensemble des entreprises, mais sur celles ayant des obligations déclaratives sur le bilan.

Champ : France, secteurs marchands non agricoles.

Sources : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

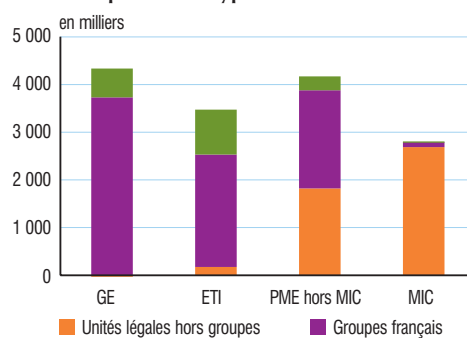
## 2. Caractéristiques selon la catégorie d'entreprise en 2013



Champ : France, secteurs marchands non agricoles, hors activités financières et assurances.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

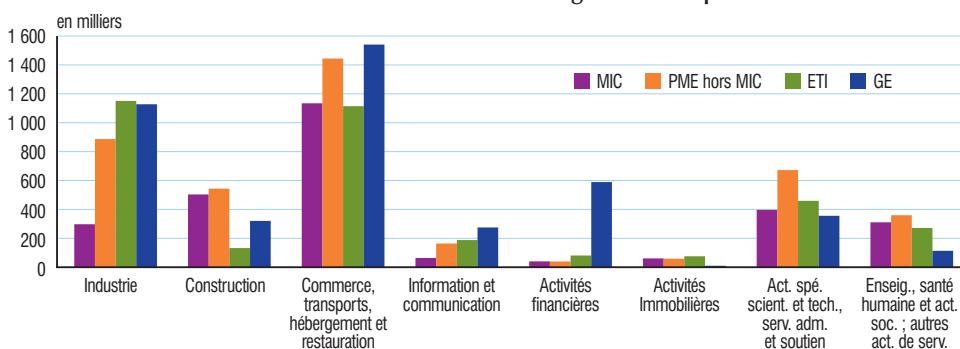
## 3. Effectifs salariés au 31/12 selon la catégorie d'entreprise et le type de contrôle en 2013



Champ : France, secteurs marchands non agricoles.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 4. Effectifs au 31/12 selon le secteur d'activité et la catégorie d'entreprise en 2013



Champ : France, secteurs marchands non agricoles.

Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 1.2 ETI en France

En 2013, on compte en France 5 300 **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) dans les secteurs marchands non agricoles dont 5 100 relèvent des secteurs non financiers. Ces dernières emploient 3,4 millions de salariés et réalisent 24 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises. En moyenne, ces entreprises emploient 660 salariés et comptent 9 unités légales. La structure de groupe domine nettement, seules 7 % d'entre elles étant formées d'une seule unité légale.

Les ETI se distinguent des autres catégories par leur orientation vers l'industrie manufacturière et par le poids des implantations étrangères. 32 % des salariés des ETI travaillent dans l'industrie manufacturière contre 17 % des salariés des autres catégories. Parmi les 3,1 millions de salariés de l'industrie manufacturière, 36 % sont employés par des ETI, contre 27 % dans de grandes entreprises, 28 % dans des PME hors microentreprises et 9 % dans des microentreprises. Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 34 % du chiffre d'affaires exporté.

Sur les 5 100 ETI non financières et non agricoles présentes en France, 25 % sont sous le contrôle de groupes étrangers. Elles emploient 922 000 salariés, soit 28 % des salariés des ETI, et représentent plus de la moitié de l'emploi des implantations étrangères. À titre de comparaison, les ETI **sous contrôle français** emploient 2,4 millions de salariés, soit seulement 20 % de l'emploi des établissements sous contrôle français. L'industrie occupe la moitié des salariés des ETI contrôlées par des groupes étrangers contre 28 % pour les ETI sous contrôle français. La proportion est de 42 % pour les ETI françaises **multinationales**, c'est-à-dire ayant des filiales à l'étranger. Les ETI françaises non multinationales n'emploient que 13 % de leurs salariés dans l'industrie.

La focalisation des implantations étrangères vers les ETI s'explique à la fois par des logiques productives et par la taille économique du territoire national. En effet, dans de nombreux cas, la partie en France d'un grand groupe industriel étranger correspond sur le territoire français à cette catégorie de taille. Ceci correspond à des écarts sectoriels, y compris au sein des activités industrielles. Les ETI **sous contrôle étranger** sont surreprésentées dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, les industries chimiques caoutchouc et plastique et dans l'automobile. Les ETI sous contrôle français sont plus souvent représentées dans les secteurs traditionnels (agroalimentaire, métallurgie, textile et cuir), plus près de l'orientation sectorielle des PME. Les ETI à contrôle français sont aussi très surreprésentées dans l'immobilier, où 175 d'entre elles emploient 36 % des salariés du secteur. En revanche, en lien vraisemblablement avec le besoin de connaître le marché et l'environnement juridique, les implantations étrangères en France dans l'immobilier sont particulièrement faibles.

Les ETI multinationales sont plus grandes et plus capitalistiques. Celles sous contrôle français emploient en moyenne 810 salariés (en équivalent temps plein) sur le territoire national, et celles sous contrôle étranger 670. Les ETI non multinationales en emploient 450 en moyenne. Les ETI sous contrôle étranger ont davantage d'immobilisations corporelles par salarié (si l'on exclut les entreprises de l'immobilier, que la nature de leurs actifs rend tout à fait atypiques). Elles dégagent ainsi une plus forte valeur ajoutée par salarié. Les ETI sous contrôle étranger versent aussi des salaires plus élevés, avec un écart de 15 % par rapport à ceux des ETI multinationales sous contrôle français et de 41 % par rapport à ceux des ETI non multinationales. ■

### Définitions

**Firme multinationale** : groupe ayant au moins une unité légale à l'étranger et une en France. Sa catégorie d'entreprise est déterminée sur son périmètre observé en France.

**Firme multinationale sous contrôle français (étranger)** : firme multinationale dont la tête de groupe (société contrôlant les autres sans être elle-même contrôlée) est une société française (étrangère).

**Entreprise de taille intermédiaire** (ETI) : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- *Les entreprises en France*, coll. « Insee Références », édition 2015.
- « Les entreprises de taille intermédiaire : très orientées vers l'industrie », *Insee Focus* n° 5, avril 2014.

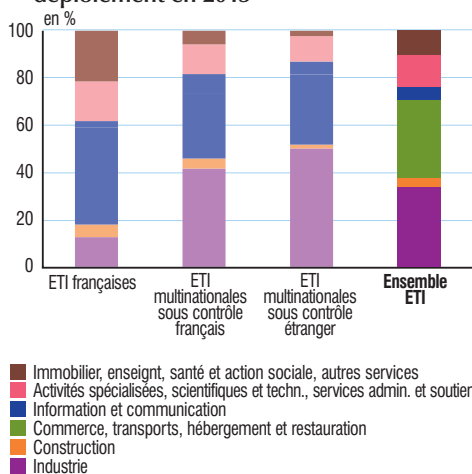
## ETI en France 1.2

### 1. Principales caractéristiques des ETI en 2013

|  | Nombre d'entreprises | Nombre d'unités légales situées en France | Effectif salarié au 31/12 (en milliers) | Effectif salarié ETP (en milliers) | Chiffre d'affaires (en milliards d'euros) | Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros) |
|--|----------------------|---|---|------------------------------------|---|--|
| Entreprises de taille intermédiaire (ETI)    | 5 121                | 45 150                                    | 3 392                                   | 3 110                              | 1 093                                     | 252  |
| Poids dans l'ensemble des entreprises (en %) | 0,1                  | 1,2                                       | 24,2                                    | 24,5                               | 28,9                                      | 24,1   |

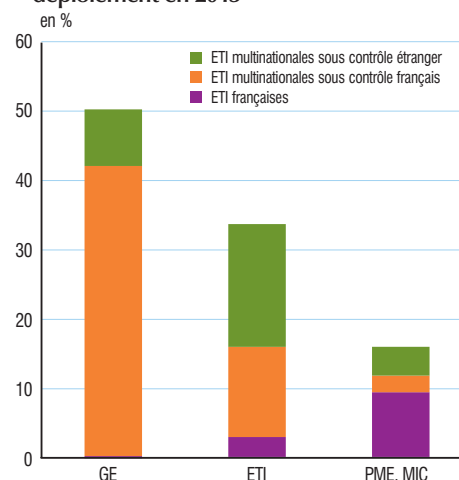
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Sources : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

### 2. Salariés au 31 décembre des ETI selon le secteur d'activité et le type de contrôle et déploiement en 2013



Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Sources : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

### 3. Poids des ETI et des GE dans les exportations françaises selon le type de contrôle et déploiement en 2013



Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Sources : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

### 4. Caractéristiques des ETI et des grandes entreprises selon le type de contrôle et déploiement en 2013

|  | Nombre | Effectif salarié au 31/12 (en milliers) | Effectif salarié ETP moyen | VAHT / salarié | Immobilisations corporelles / salarié (en milliers d'euros) | Total des ressources / salarié (en milliers d'euros) | Salaires annuels moyens | Taux de marge EBE / VAHT (en %) | Taux d'exportation (en %) |
|--|--------|---|----------------------------|----------------|---|--|-------------------------|---------------------------------|---------------------------|
| <b>Ensemble des secteurs marchands (hors agriculture, finance, et ETI de l'immobilier)</b> |        |   |                            |                |   |  |                         |                                 |                           |
| ETI françaises   | 2 176  | 1 104                                   | 452                        | 62             | 119   | 279  | 32                      | 21                              | 6                         |
| ETI multinationales sous contrôle français   | 1 470  | 1 291                                   | 810                        | 81             | 136   | 682  | 39                      | 24                              | 21                        |
| ETI multinationales sous contrôle étranger   | 1 288  | 922                                     | 672                        | 92             | 154   | 543  | 45                      | 21                              | 30                        |
| GE françaises  | 10     | 71                                      | 7 205                      | 144            | 1 355   | 1 242  | 46                      | 49                              | 3                         |
| GE multinationales sous contrôle français  | 165    | 3 115                                   | 17 424                     | 90             | 262   | 960  | 41                      | 25                              | 25                        |
| GE multinationales sous contrôle étranger  | 73     | 558                                     | 7 123                      | 131            | 174   | 687  | 54                      | 16                              | 20                        |
| <b>Industrie manufacturière</b>  |        |   |                            |                |   |  |                         |                                 |                           |
| ETI françaises   | 308    | 129                                     | 385                        | 70             | 149   | 290  | 34                      | 26                              | 16                        |
| ETI multinationales sous contrôle français   | 621    | 520                                     | 784                        | 79             | 132   | 482  | 40                      | 21                              | 32                        |
| ETI multinationales sous contrôle étranger   | 620    | 458                                     | 703                        | 93             | 198   | 593  | 44                      | 23                              | 41                        |
| GE multinationales sous contrôle français  | 51     | 665                                     | 12 146                     | 116            | 272   | 1 730  | 54                      | 17                              | 40                        |
| GE multinationales sous contrôle étranger  | 25     | 155                                     | 5 866                      | 196            | 277   | 1 101  | 50                      | 12                              | 32                        |

Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier, et hors ETI de l'immobilier.  
Note : les ETI de l'immobilier sont exclues de ce tableau car elles sont nombreuses et très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent, ce qui biaise les ratios au regard du capital productif des autres activités.  
Sources : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 1.3 PME en France

En 2013, on compte en France 3,74 millions de **petites et moyennes entreprises** marchandes non agricoles (PME y compris microentreprises) dont 3,69 millions relèvent des secteurs non financiers. Parmi celles-ci, 3,55 millions sont des microentreprises, qui emploient 2,77 millions de salariés et réalisent 21 % de la valeur ajoutée des entreprises. 136 500 PME hors microentreprises emploient 4,13 millions de salariés et réalisent 23 % de la valeur ajoutée des entreprises. Au total, les PME emploient ainsi près de 7 millions de salariés et réalisent 44 % de la valeur ajoutée des entreprises.

Les microentreprises comptent 71 % de leurs effectifs salariés dans les activités tertiaires, contre 65 % pour l'ensemble des entreprises. Elles ont aussi 18 % de leurs salariés dans la construction contre 11 % en moyenne. À l'inverse, l'industrie ne représente que 11 % des effectifs des microentreprises contre 25 % en moyenne. Dans un peu moins de la moitié des cas, les emplois des microentreprises industrielles relèvent de l'artisanat commercial (boulangerie, charcuterie, pâtisserie) ou d'activités proches des services (réparation, imprimerie). Les microentreprises s'adressent à un marché de proximité. 72 % d'entre elles n'ont aucun salarié, 14 % n'en ont qu'un (qui peut être le gérant), et seulement 14 % en ont deux ou plus.

Les PME hors microentreprises comptent en moyenne 27 salariés. 60 % ont moins de 20 salariés et 12 % seulement atteignent ou dépassent 50 salariés. Les activités exercées sont plus diversifiées que pour les autres catégories. De ce fait, la structure d'emploi des PME hors microentreprises est assez

près de celle de l'ensemble. Les PME hors microentreprises sont surreprésentées dans la construction, les industries de type traditionnel (textile, bois, papier et imprimerie, métallurgie, industries extractives). Dans les services, elles le sont dans l'hébergement et la restauration, l'enseignement marchand, l'hébergement médico-social et l'action sociale. Elles sont également surreprésentées dans plusieurs activités qualifiées où les regroupements de petites entreprises ont été fréquents. Ainsi, les PME hors microentreprises emploient 38 % des salariés des activités scientifiques et techniques, plus que chacune des autres catégories. À un niveau plus fin, elles emploient 40 % des salariés des activités juridiques, comptables et techniques ou 40 % de ceux des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques.

Les PME hors microentreprises de l'industrie emploient en moyenne un peu plus de salariés que les autres. Elles ont aussi davantage d'immobilisations corporelles (si l'on exclut les entreprises de l'immobilier, que la nature de leurs actifs rend tout à fait atypiques). Leur productivité par salarié est plus élevée que dans les services personnels, mais très en deçà des niveaux atteints dans l'information et la communication ou les activités spécialisées. Dans l'industrie manufacturière, les PME ne réalisent que 9 % du chiffre d'affaires exporté, contre 37 % pour les ETI et 54 % pour les grandes entreprises. Les grandes entreprises et ETI de l'industrie exportent pratiquement toutes. Toutefois, les PME hors microentreprises manufacturières sont encore 57 % à exporter, pour un quart en moyenne de leur chiffre d'affaires. ■

### Définitions

**Petites et moyennes entreprises (PME)** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les très petites entreprises, 2 millions d'unités très diverses », *Insee Focus* n° 24, mars 2015.
- « Les catégories d'entreprises en France : de la microentreprise à la grande entreprise », *Insee Focus* n° 4, avril 2014.

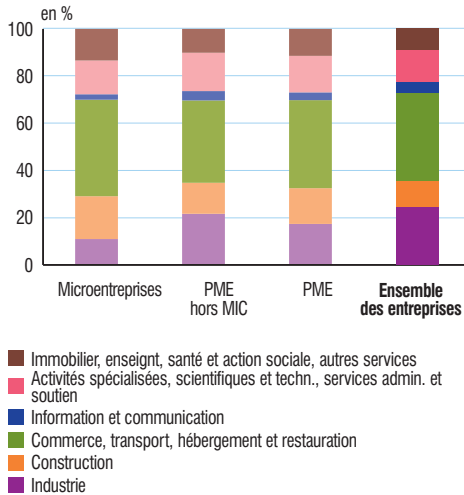
# PME en France 1.3

## 1. Principales caractéristiques des PME en 2013

|  | Microentreprises | Poids des microentreprises dans l'ensemble des entreprises (en %) | PME hors microentreprises | Poids des PME hors microentreprises dans l'ensemble des entreprises (en %) |
|--|------------------|---|---------------------------|--|
| Nombre d'entreprises                                     | 3 553 923        | 96,2  | 136 468                   | 3,7  |
| Nombre d'unités légales situées en France                | 3 573 915        | 92,4  | 233 490                   | 6,0  |
| Effectif salarié au 31/12 (en milliers)                  | 2 767            | 19,7  | 4 129                     | 29,4   |
| Effectif salarié en équivalent temps plein (en milliers) | 2 450            | 19,3  | 3 678                     | 28,9   |
| Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)                | 548              | 14,5  | 815                       | 21,5   |
| Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)         | 216              | 20,6  | 240                       | 23,0   |

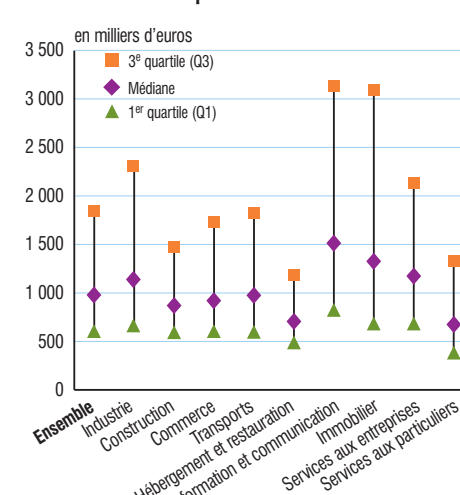
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 2. Salariés au 31 décembre des PME par secteur d'activité en 2013



Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 3. Dispersion de la valeur ajoutée des PME hors microentreprises en 2013



Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 4. Ratios sur les PME hors microentreprises en 2013

|   | Nombre d'entreprises (en milliers) | Effectif salarié au 31/12 (en milliers) | Effectif salarié moyen ETP <sup>1</sup> | VAHT / salarié        | Immobilisations corporelles / salarié | Total des ressources / salarié | Salaire annuel moyen | Taux de marge EBE / VAHT |
|---|------------------------------------|---|---|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------|--------------------------|
|   |                                    |   |   | (en milliers d'euros) |                                       |                                |                      | (en %)                   |
| <b>Ensemble</b>   | <b>134</b>                         | <b>4 070</b>                            | <b>27</b>                               | <b>64</b>             | <b>69</b>                             | <b>210</b>                     | <b>36</b>            | <b>17</b>                |
| Industrie manufacturière, extractives et autres   | 25                                 | 887                                     | 33                                      | 64                    | 105                                   | 214                            | 35                   | 18                       |
| <i>dont : industrie manufacturière</i>  | 23                                 | 844                                     | 33                                      | 62                    | 80                                    | 187                            | 35                   | 16                       |
| Construction  | 23                                 | 544                                     | 22                                      | 61                    | 48                                    | 191                            | 34                   | 14                       |
| Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration                                    | 50                                 | 1 444                                   | 25                                      | 60                    | 69                                    | 209                            | 33                   | 19                       |
| Information et communication  | 5                                  | 164                                     | 31                                      | 91                    | 46                                    | 236                            | 51                   | 18                       |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien | 21                                 | 672                                     | 27                                      | 71                    | 53                                    | 273                            | 43                   | 16                       |
| Enseignement, santé humaine et action sociale   | 6                                  | 257                                     | 33                                      | 57                    | 35                                    | 92                             | 35                   | 15                       |
| Autres activités de services  | 3                                  | 102                                     | 27                                      | 49                    | 68                                    | 138                            | 34                   | 11                       |

1. Effectif salarié moyen en équivalent temps plein par PME.

Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole, financier et immobilier.

Note : les entreprises de l'immobilier sont exclues de ce tableau car elles sont très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent. Les immobilisations corporelles par salarié et le total de bilan par salarié sont calculés non sur l'ensemble des entreprises, mais sur celles ayant des obligations déclaratives sur le bilan.  
Source : Insee, É sane, Clap, Lifi 2013.

## 1.4 Microentreprises

Les **microentreprises** regroupent une population très hétérogène : des **micro-entrepreneurs**, des micro-entreprises au sens fiscal, des artisans, des sociétés civiles immobilières, etc. En 2013, 3,6 millions de microentreprises emploient 2,5 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP). Elles représentent 19 % de l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture et services financiers), 22 % du chiffre d'affaires hors taxes, 21 % de la valeur ajoutée, 19 % des investissements et 13 % du chiffre d'affaires à l'exportation.

Un tiers des microentreprises sont des micro-entrepreneurs ou des micro-entreprises au sens fiscal, qui bénéficient de formalités comptables et fiscales simples (pas de bilan, ni de compte de résultats, ni de liasse fiscale). Ces 1,2 million d'entreprises ont un poids économique faible : elles représentent 1,4 % du chiffre d'affaires hors taxes et 2,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des microentreprises.

De manière générale, les microentreprises sont tournées vers l'économie locale. Elles œuvrent notamment dans le commerce (20 % des microentreprises), les services aux entreprises (17 %), l'enseignement, la santé et l'action sociale (15 %) et la construction (13 %). Si l'industrie est traditionnellement associée à de grosses usines, on comptabilise cependant 210 000 microentreprises (6 %) dans ce secteur d'activité.

La diversité des métiers et des structures juridiques des microentreprises implique une dispersion des revenus très forte. Du fait de leur statut, les micro-entrepreneurs et les micro-entreprises au sens fiscal ont des revenus faibles et la moitié d'entre eux dégagent une valeur ajoutée inférieure à 3 600 euros en 2013.

Pour les 2,4 millions d'autres microentreprises, leurs valeurs ajoutées sont différenciées

selon que l'entreprise est employeuse (quatre sur dix) ou non. Dans les entreprises de 1 à 9 salariés, la **médiane** de la valeur ajoutée est de 52 000 euros en 2013, soit deux fois supérieure à celle des entreprises n'ayant pas de salarié. Pour les entreprises sans salarié, on considère que le chef d'entreprise se rémunère le plus souvent sur la base de la valeur ajoutée dégagée par sa société. La moitié d'entre elles dégagent moins de 26 000 euros par an et même un quart (1<sup>er</sup> **quartile**) moins de 9 000 euros : une forte proportion n'a pas les moyens de se payer l'équivalent d'un Smic (environ 20 000 euros par an charges comprises).

Dans la plupart des secteurs, la valeur ajoutée par salarié médiane des microentreprises employeuses se situe entre 50 000 et 55 000 euros annuels. Deux secteurs sont assez nettement en retrait de ce niveau médian : les services aux particuliers et l'hébergement et restauration. Les salaires y sont souvent proches du Smic. À l'opposé, pour les services aux entreprises (65 000 euros) et surtout les secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'enseignement (119 000 euros), les niveaux médians sont nettement supérieurs. Ces derniers secteurs proches de la sphère publique ont souvent des salariés de niveau cadre, ce qui est moins fréquent dans les petites entreprises des secteurs principalement marchands. Les dispersions de la valeur ajoutée des entreprises employeuses sont relativement homogènes selon les secteurs : le rapport entre le premier quartile et le troisième quartile se situe entre 2 et 3 pour la plupart des secteurs. Il est supérieur à 3 pour les secteurs avec les plus fortes rémunérations (information et communication, immobilier, santé, action sociale et enseignement). ■

### Définitions

Une **microentreprise** est une entreprise occupant moins de 10 personnes et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

**Micro-entrepreneur, médiane, quartile** : voir *annexe Glossaire*.



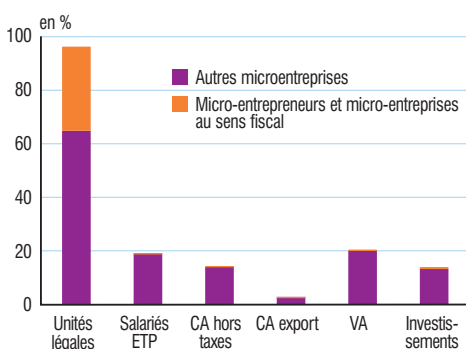
# Microentreprises 1.4

## 1. Principales caractéristiques des microentreprises en 2013

|   | Microentreprises |  | Poids des microentreprises dans l'ensemble des entreprises (en %) |
|---|------------------|--|---|
|   | Ensemble         | dont : micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal |   |
| Nombre d'entreprises (en milliers)                                  | 3 554            | 1 158  | 96  |
| Effectifs salariés en ETP (en milliers)                             | 2 450            | 9  | 19  |
| Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards d'euros)                | 827              | 12   | 22  |
| Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)                | 81               | 0  | 13  |
| Valeur ajoutée (en milliards d'euros)                               | 216              | 5  | 21  |
| Investissements corporels bruts hors apports (en milliards d'euros) | 33               | 1  | 19  |

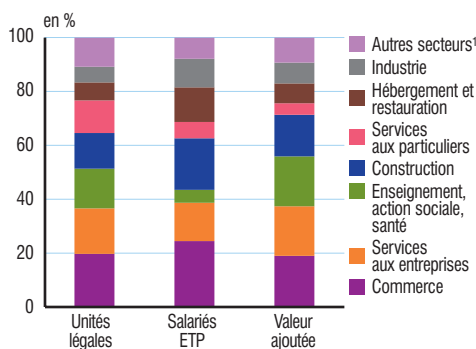
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Lifi.

## 2. Poids des TPE dans l'ensemble des entreprises en 2013



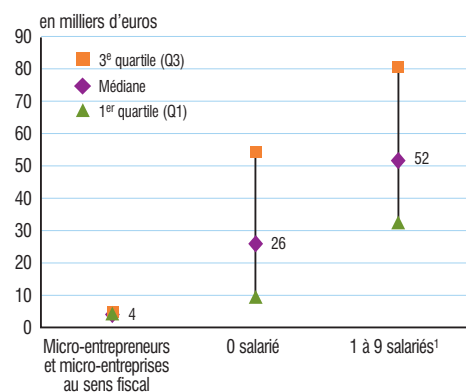
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Lifi.

## 3. Répartition des microentreprises par secteur d'activité en 2013



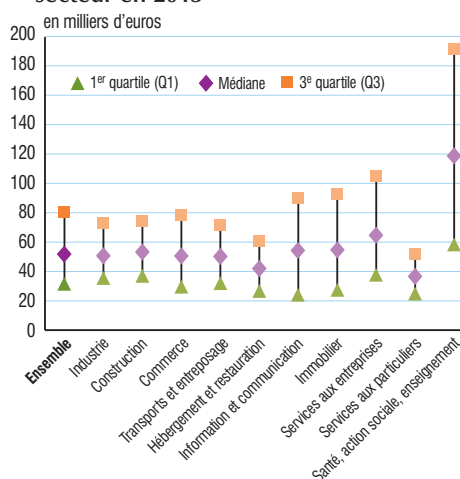
1. Immobilier, information et communication, transports et entreposage.  
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Lifi.

## 4. Dispersion de la valeur ajoutée des microentreprises en 2013



1. Valeur ajoutée par salarié.  
Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Lifi.

## 5. Dispersion de la valeur ajoutée par salarié des microentreprises employeuses par secteur en 2013



Champ : France, secteurs marchands, hors secteurs agricole et financier.  
Source : Insee, É sane, Lifi.

## 1.5 Données régionales sur les catégories d'entreprise

Des quatre **catégories d'entreprise**, les grandes entreprises (GE) sont celles qui emploient le plus grand nombre de salariés en France au sein du secteur marchand non agricole. Elles emploient ainsi 30 % des salariés en équivalent temps plein en 2013, alors qu'elles comptent seulement 274 grandes entreprises (sur les 3,75 millions d'entreprises des secteurs marchands non agricoles). Les grandes agglomérations sont les lieux privilégiés d'implantation de leurs établissements.

Les salariés d'Île-de-France sont 38 % à travailler pour une grande entreprise. Ce phénomène est encore plus marqué dans les petite et grande couronnes parisiennes que dans la capitale proprement dite. La plupart des grandes entreprises sont présentes en région parisienne, et l'Île-de-France se démarque par une forte implantation des établissements des grandes entreprises d'informatique et de conseil, ainsi que de celles liées aux transports ferroviaires et aériens. Les grandes entreprises sont très présentes dans les bastions industriels : les Hauts-de-France avec la métallurgie, l'agglomération de Clermont-Ferrand avec le secteur du pneumatique, l'agglomération toulousaine avec l'aéronautique, le Territoire de Belfort avec la mécanique. De plus, à travers certaines activités de leurs établissements telles que la banque, l'assurance ou encore le génie civil, les grandes entreprises sont présentes dans l'ensemble des grandes agglomérations, couvrant ainsi tout le territoire.

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) emploient 24 % des salariés. Ces entreprises sont très présentes dans l'industrie, notamment dans la pharmacie, la chimie, la fabrication de machines ou d'équipements, ou encore de produits en caoutchouc ou plastique. L'opposition nord-

sud est très marquée : les ETI pèsent davantage dans le nord de la France et représentent plus de 25 % de l'emploi dans les Pays de la Loire, les Hauts-de-France, en Bretagne, ainsi que dans le Grand Est et en Normandie, régions où l'industrie occupe une place importante.

Les petites et moyennes entreprises (PME), hors microentreprises, emploient 28 % des salariés, assez équitablement répartis en province. Cette catégorie d'entreprise correspond essentiellement à deux types d'activité : celles issues d'une demande locale comme la construction, le commerce de gros, les services juridiques et comptables, qui pèsent d'autant plus que les territoires sont peu tournés vers l'extérieur. Les PME sont également fortement implantées dans certains secteurs industriels comme par exemple la fabrication de produits métalliques ou le textile. Le poids de ces entreprises est très élevé en Corse et dans les DOM.

Les microentreprises (MIC) sont les plus nombreuses (96 % des entreprises des secteurs marchands non agricoles) et emploient 19 % des salariés des secteurs marchands non agricoles. Ces petites structures pèsent davantage dans le sud de la France, particulièrement le sud-est, et dans les DOM. 39 % des salariés de Corse sont employés par une microentreprise, 25 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus de 28 % dans les DOM. Leur poids est le plus faible en Île-de-France (15 %).

Les microentreprises ont principalement une activité économique locale. Les services à la personne, les activités touristiques, comme par exemple la restauration, ou bien encore les travaux de construction ou la réparation automobile sont autant de secteurs que l'on côtoie au quotidien et pour lesquels les microentreprises sont très présentes. ■

### Définitions

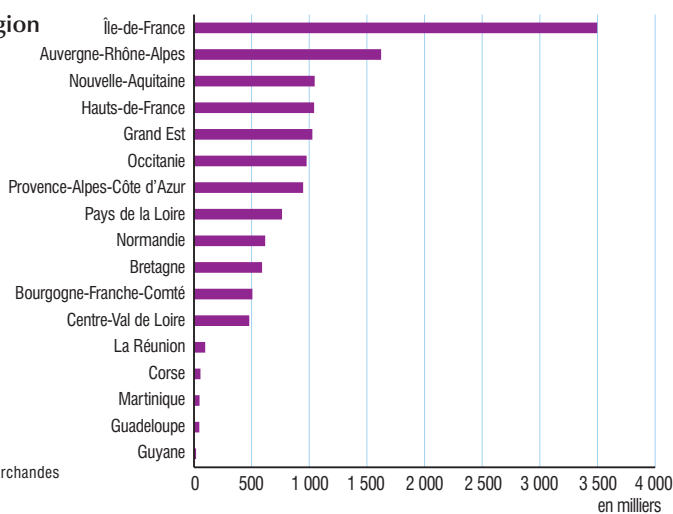
**Catégorie d'entreprise** : dans cette fiche, les établissements sont rattachés à la catégorie de l'entreprise dont ils font partie et dans chaque région on ne comptabilise que l'emploi du ou des établissements implantés (voir *annexe Glossaire*). Cette fiche tient compte des nouvelles régions en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### Pour en savoir plus

- « Un tissu économique marqué par la présence des grandes entreprises et des ETI », *Insee Flash Nord-Pas-de-Calais-Picardie* n° 6, mai 2016.
- « Les entreprises implantées en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées », *Insee Analyses Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées* n° 21, décembre 2015.
- « En Île-de-France, deux entreprises sur trois sont des très petites entreprises », *Insee Analyses Île-de-France* n° 24, décembre 2015.
- « Un tissu de microentreprises et de PME en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes », *Insee Flash Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes* n° 16, octobre 2015.
- « Les grandes entreprises pèsent plus dans le Nord et les petites dans le Sud », *Insee Première* n° 1440, avril 2013.

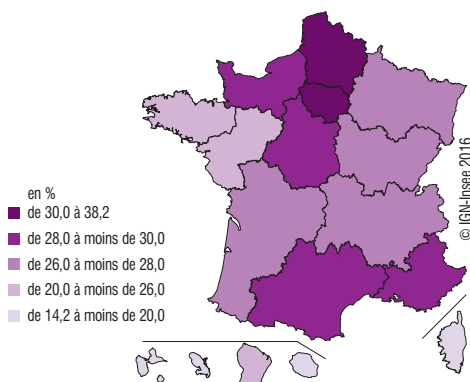
# Données régionales sur les catégories d'entreprise 1.5

## 1. Emploi marchand par région en 2013



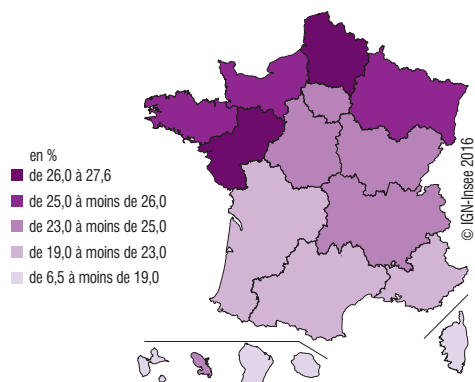
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.  
Source : Insee, É sane, Lifi et Clap 2013.

## 2. Poids des GE dans l'emploi marchand



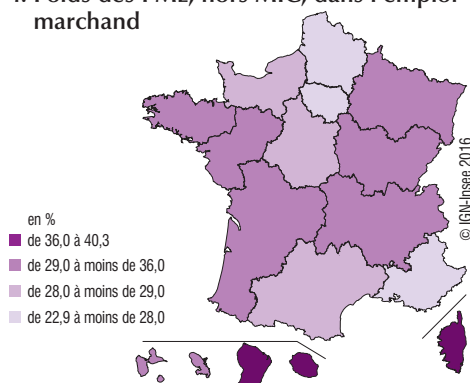
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.  
Source : Insee, É sane, Lifi et Clap 2013.

## 3. Poids des ETI dans l'emploi marchand



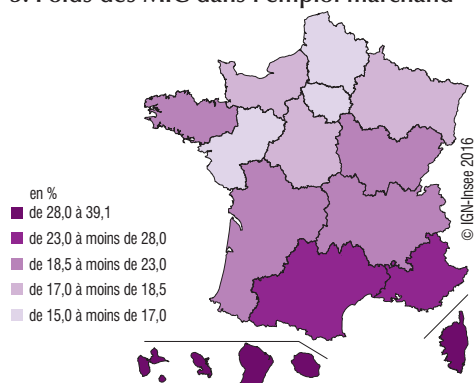
Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.  
Source : Insee, É sane, Lifi et Clap 2013.

## 4. Poids des PME, hors MIC, dans l'emploi marchand



Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.  
Source : Insee, É sane, Lifi et Clap 2013.

## 5. Poids des MIC dans l'emploi marchand



Champ : France, salariés des entreprises marchandes hors agriculture, hors intérimaires.  
Source : Insee, É sane, Lifi et Clap 2013.

## 1.6 Démographie des sociétés et entreprises individuelles

En 2015, 525 100 entreprises ont vu le jour, soit 5 % de moins qu'en 2014. Cette baisse résulte du net repli des immatriculations de **micro-entrepreneurs** (- 21 %). En revanche, les autres créations d'entreprises augmentent fortement (+ 13 %), particulièrement celles des autres **entreprises individuelles** (+ 28 %) et, dans une moindre mesure, celles des **sociétés** (+ 4 %).

Avec une baisse des créations de 17 % en 2015, la construction contribue à la moitié du recul général. Le commerce (- 9 %) y participe aussi vivement. Néanmoins, les créations d'entreprises commerciales demeurent les plus fréquentes (près d'une nouvelle entreprise sur cinq en 2015). Les créations d'entreprises diminuent également en 2015 dans les autres activités de services (- 16 %) et l'industrie (- 15 %). À l'inverse, elles bondissent depuis deux ans dans les transports et l'entreposage (+ 46 % en 2015 après + 35 % en 2014). Cet essor est porté par le succès des autres activités de poste et de courrier, incluant la livraison à domicile (3 900 créations en 2015 après 900 en 2014), et du transport de voyageurs par taxi (10 200 créations en 2015 après 6 900 en 2014), en lien avec le développement des entreprises de voitures de transport avec chauffeur (VTC). La hausse des créations se confirme aussi dans la santé humaine et l'action sociale (+ 9 % après + 6 %).

Dans plusieurs secteurs, le net recul des immatriculations de micro-entrepreneurs s'accompagne d'une forte hausse des créations d'entreprises classiques, surtout des entreprises individuelles. On peut y voir un effet de substitution, principalement dans le commerce (- 47 % d'immatriculations

et + 111 % de créations d'entreprises individuelles classiques). Ce report s'observe également dans l'hébergement-restauration, les activités de services administratifs et de soutien, l'information-communication et l'industrie.

Trois ans après leur création au premier semestre 2010, 71 % des entreprises classiques sont encore actives. Cette proportion était plus faible (66 %) pour la génération des entreprises nées en 2006, touchée de plein fouet par la récession de 2008-2009. La mise en place du régime de l'auto-entrepreneur en 2009 (requalifié micro-entrepreneur fin 2014) pourrait avoir attiré les projets les moins solides et ainsi contribué à la plus forte pérennité des autres entreprises de la génération 2010. La pérennité à trois ans dépend beaucoup du secteur d'activité : elle est la plus élevée dans la santé (85 %), l'industrie (80 %), les transports (78 %) et les services aux entreprises (77 %). En revanche, elle est plus faible pour les entreprises du commerce (64 %), des activités immobilières (67 %) et de la construction (68 %). La catégorie juridique de l'entreprise influe également sur sa pérennité, les sociétés ayant plus de chances que les entreprises individuelles d'être toujours actives. La pérennité augmente aussi avec le capital initial investi, l'âge du créateur, son niveau de diplôme et l'expérience acquise dans le même métier. L'emploi créé par les entreprises nées au premier semestre 2010 est globalement stable trois ans plus tard : la hausse du nombre de salariés dans les entreprises pérennes compense les pertes d'emplois, majoritairement non salariés, dans les entreprises ayant cessé leur activité. ■

### Définitions

**Micro-entrepreneur, entreprise individuelle, société, enquête Sine** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les créations d'entreprises en 2015 : net repli des immatriculations de micro-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1583, janvier 2016.
- « Entreprises créées en 2010 : sept sur dix sont encore actives trois ans après leur création », *Insee Première* n° 1543, mai 2015.

# Démographie des sociétés et entreprises individuelles 1.6

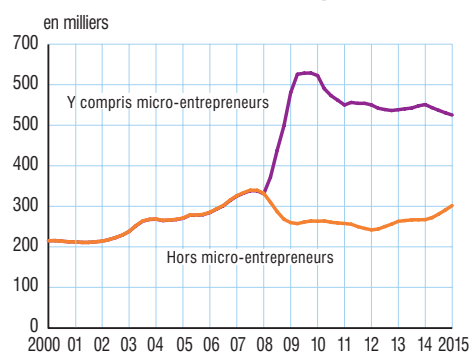
## 1. Stocks d'entreprises et entreprises créées en 2015

|   | Nombre d'entreprises au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 |                           |  | Nombre d'entreprises créées en 2015 |                            |
|---|--|---------------------------|--|-------------------------------------|----------------------------|
|   | Ensemble   | Personne morale (société) | Personne physique (y c. micro-entrepreneurs) | Ensemble                            | dont : micro-entrepreneurs |
| Industrie   | 277 374  | 164 622                   | 112 752                                      | 24 112                              | 9 172                      |
| Construction  | 576 599  | 304 042                   | 272 557                                      | 63 831                              | 21 183                     |
| Commerce  | 825 416  | 466 745                   | 358 671                                      | 97 795                              | 30 182                     |
| Transports et entreposage   | 105 735  | 56 823                    | 48 912                                       | 21 581                              | 10 398                     |
| Hébergement et restauration   | 281 340  | 181 530                   | 99 810                                       | 28 397                              | 5 735                      |
| Information et communication  | 155 977  | 94 043                    | 61 934                                       | 25 645                              | 14 434                     |
| Activités financières et d'assurance  | 147 395  | 124 112                   | 23 283                                       | 15 449                              | 2 007                      |
| Activités immobilières  | 184 122  | 139 104                   | 45 018                                       | 17 088                              | 3 157                      |
| Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises | 745 571  | 369 928                   | 375 643                                      | 115 328                             | 61 974                     |
| Enseignement, santé humaine et action sociale                                   | 576 754  | 82 214                    | 494 540                                      | 66 165                              | 34 338                     |
| Autres activités de services aux ménages  | 350 205  | 96 413                    | 253 792                                      | 49 674                              | 30 850                     |
| <b>Ensemble</b>   | <b>4 226 488</b>                                     | <b>2 079 576</b>          | <b>2 146 912</b>                             | <b>525 065</b>                      | <b>223 430</b>             |

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

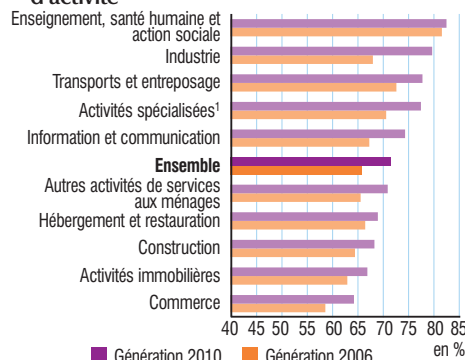
## 2. Créations annuelles d'entreprises



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

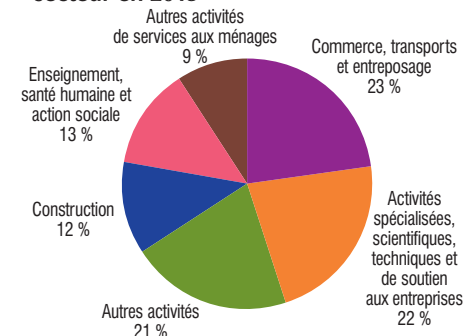
## 4. Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées en 2006 et 2010 selon le secteur d'activité



1. Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises. Champ : France, entreprises, hors régime de l'auto-entrepreneur, des secteurs marchands non agricoles, créées au cours des premiers semestres 2006 et 2010 et ayant vécu plus d'un mois. Les nouvelles entreprises du secteur des activités financières et d'assurance étant peu nombreuses, ce secteur n'apparaît pas dans le graphique ; il est cependant inclus dans l'ensemble des secteurs. Lecture : trois ans après leur création, 79,5 % des entreprises industrielles de la génération 2010 sont encore actives (contre 67,9 % des entreprises industrielles de la génération 2006).

Source : Insee, enquêtes Sine 2006 (interrogation 2009) et 2010 (interrogation 2013).

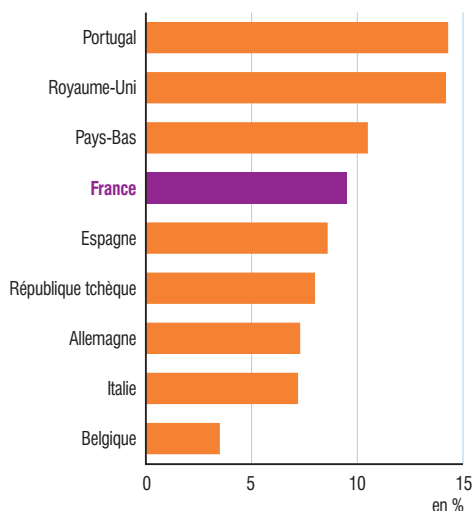
## 3. Répartition des entreprises créées par secteur en 2015



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

## 5. Taux de création d'entreprises en 2013 en Europe



Champ : industrie, construction et services, sauf activités des sociétés holding. Source : Eurostat.

## 1.7 Associations

En 2013, la France compte 1,3 million d'associations actives. Elles interviennent principalement dans le domaine du sport (24 %) ou celui des loisirs (22 %). Viennent ensuite les associations culturelles (18 %), puis celles de défense de causes, de droits ou d'intérêts (17 %).

L'essentiel des associations s'appuie uniquement sur des bénévoles pour mettre en œuvre leurs actions. Seules 12 % d'entre elles, soit 161 000, emploient des salariés. Le recours au salariat est rare dans les loisirs et la défense de causes (entre 4 % et 6 % des associations), plus élevé dans l'action sociale, humanitaire ou caritative, l'enseignement et la gestion de services économiques (24 % à 30 %) et très fréquent dans l'hébergement social ou médico-social (plus de 80 %). De ce fait, la répartition des associations employeuses par domaine d'activité diffère sensiblement de celle de l'ensemble des associations. Ainsi, les loisirs et la défense de causes, de droits ou d'intérêts représentent 38 % des associations, mais seulement 16 % des associations employeuses. À l'inverse, l'action sociale, l'enseignement et l'hébergement social ou médico-social regroupent 14 % des associations, mais 30 % des associations employeuses.

La majorité des associations employeuses recourt à très peu de salariés : 55 % d'entre elles en ont seulement un ou deux. Au total, en 2013, le nombre d'heures de travail rémunérées des salariés des associations représenterait l'équivalent de 1,3 million d'**emplois en équivalent temps plein**. Des bénévoles interviennent dans la quasi-totalité des associations, employeuses ou non employeuses. Le nombre d'heures **bénévoles** correspondrait à 467 000 emplois en équivalent temps plein dans les associations non employeuses et à 213 000 dans les associations employeuses, soit 15 % du volume de travail

des salariés de ces dernières. Les associations sportives et celles de loisirs (près d'une association sur deux) s'appuient essentiellement sur le bénévolat : elles mobilisent 42 % des heures de bénévolat, mais seulement 7 % des heures des salariés du monde associatif. L'action sociale, humanitaire ou caritative et l'hébergement social ou médico-social concentrent à l'inverse dans un petit nombre d'associations plus de la moitié des heures des salariés du monde associatif et 16 % des heures de travail bénévole. En effet, une grande partie de ces structures gère des établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées, ayant besoin de l'assistance de professionnels qualifiés pour effectuer les actes essentiels de la vie courante.

Les **ressources courantes** du secteur associatif s'élèvent à 104 milliards d'euros en 2013. 90 % sont concentrées dans les associations employeuses. Les domaines d'activité qui emploient le plus de salariés ont les ressources courantes les plus élevées. Ainsi, l'hébergement social ou médico-social, la santé et l'action sociale, humanitaire ou caritative représentent 50 % du budget des associations. Les structures budgétaires diffèrent fortement selon que l'association est ou non employeuse. En moyenne, les cotisations des adhérents ne contribuent que pour 8 % au budget des associations employeuses, mais pour 35 % à celui des non employeuses. Pour les **recettes d'activité publiques**, ces proportions sont de 30 % et 4 %, les associations non employeuses réalisant peu de commandes ou de prestations pour le compte d'organismes publics. Les subventions publiques représentent aussi une part plus importante du budget des associations employeuses que de celui des non employeuses, à l'inverse des dons et du mécénat. ■

### Définitions

**Emploi salarié et bénévolat en équivalent temps plein** : voir *annexe Glossaire*.

**Ressources courantes** : moyens financiers dont disposent les associations pour mettre en œuvre leurs actions. Sont exclues ici les ressources courantes des associations dont la finalité principale est de collecter des sommes d'argent pour les redistribuer aux bénéficiaires, comme les associations de moyens de groupes mutualistes, et celles des sociétés de courses liées aux hippodromes.

**Recettes d'activité publiques ou privées** : ensemble des recettes perçues par l'association lors de la vente de marchandises ou la réalisation de prestations de services auprès de particuliers, de personnes morales privées ou publiques.

### Pour en savoir plus

- « Neuf associations sur dix fonctionnent sans salarié », *Insee Première* n° 1587, mars 2016.

# Associations 1.7

## 1. Nombre d'associations selon le domaine d'activité principal en 2013

|  | Ensemble des associations | dont : associations employeuses <sup>1</sup> | Proportion d'associations employeuses <sup>1</sup> (en %) |
|--|---------------------------|--|---|
| Sports   | 307 500                   | 35 900                                       | 12  |
| Loisirs, divertissements, vie sociale                  | 281 300                   | 12 600                                       | 4   |
| Culture, spectacles et activités artistiques           | 237 100                   | 34 000                                       | 14  |
| Défense de causes, de droits, d'intérêts               | 217 100                   | 12 900                                       | 6   |
| Gestion de services économiques et développement local | 36 000                    | 11 000                                       | 30  |
| Enseignement, formation et recherche non médicale      | 78 200                    | 21 300                                       | 27  |
| Santé  | 42 800                    | 5 800  | 14  |
| Hébergement social ou médico-social                    | 5 100                     | 4 200  | 83  |
| Action sociale, action humanitaire ou caritative       | 97 100                    | 23 000                                       | 24  |
| <b>Ensemble</b>  | <b>1 302 200</b>          | <b>160 700</b>                               | <b>12</b>   |

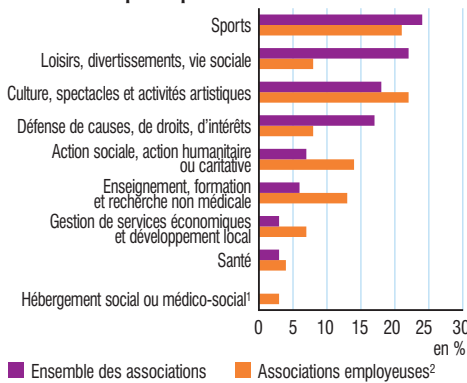
1. Ayant eu une masse salariale non nulle en 2013.

Champ : associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2013 en France.

Lecture : en 2013, on compte 307 500 associations dont le domaine d'activité principal est le sport. Parmi ces associations sportives, 12 % emploient des salariés.

Source : Insee, enquête Associations 2014.

## 2. Répartition des associations par domaine d'activité principal en 2013



1. La proportion totale d'associations dans l'hébergement social ou médico-social est proche de 0.

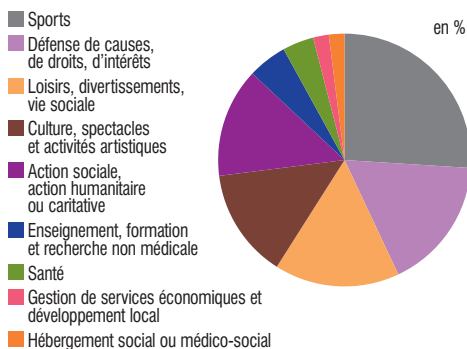
2. Ayant eu une masse salariale non nulle en 2013.

Champ : associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2013 en France.

Lecture : en 2013, 24 % des associations sont des associations sportives.

Source : Insee, enquête Associations 2014.

## 4. Répartition des heures de bénévolat par domaine d'activité principal en 2013

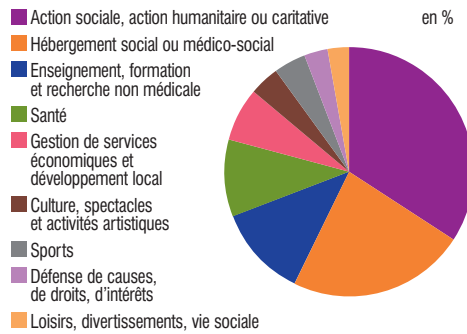


Champ : associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2013 en France.

Lecture : en 2013, 26 % des heures de bénévolat sont effectuées dans les associations sportives.

Source : Insee, enquête Associations 2014.

## 3. Répartition des heures de travail rémunérées des salariés des associations par domaine d'activité principal en 2013

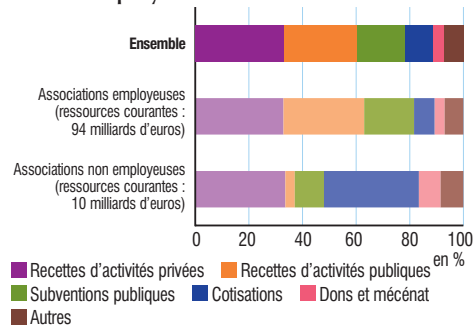


Champ : associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2013 en France.

Lecture : en 2013, 4 % des heures de travail rémunérées des salariés des associations sont effectuées dans les associations sportives.

Source : Insee, enquête Associations 2014.

## 5. Structure des ressources courantes des associations employeuses et non employeuses en 2013



Champ : associations relevant de la loi 1901 et assimilées, ayant eu au moins un jour d'existence en 2013 en France, hors celles ayant pour finalité principale de collecter des sommes d'argent pour les redistribuer auprès de bénéficiaires et les sociétés de courses liées aux hippodromes.

Lecture : en 2013, les cotisations représentent 8 % des ressources courantes des associations employeuses et 35 % de celles des associations non employeuses.

Source : Insee, enquête Associations 2014.

## 1.8 Micro-entrepreneurs

En 2015, 223 400 demandes d'immatriculations de **micro-entrepreneurs** ont été enregistrées, soit une chute de 21 % par rapport à 2014. Les immatriculations de micro-entrepreneurs représentent moins d'une création d'entreprise sur deux (43 %) alors qu'elles étaient majoritaires depuis la mise en place du régime de l'**auto-entrepreneur** (AE) en 2009. Cette moindre attractivité pourrait s'expliquer par de nouvelles mesures liées à sa requalification en celui du micro-entrepreneur en décembre 2014.

En 2015, les secteurs privilégiés par les micro-entrepreneurs sont les activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises (28 % des immatriculations) et le commerce (14 %). Les micro-entrepreneurs sont également nombreux à s'installer dans l'enseignement, la santé humaine-action sociale (15 %) et les autres activités de services aux ménages (14 %).

Si la moyenne d'âge des micro-entrepreneurs (37 ans) est proche de celle des autres créateurs d'entreprises individuelles, la part des moins de 30 ans et celle des plus de 60 ans sont plus élevées chez les premiers. Les femmes sont à l'initiative de 39 % des immatriculations de 2015. Quasiment absentes du secteur de la construction (2 % des immatriculations de ce secteur en 2015) et très minoritaires dans celui de l'information-communication (21 %), les femmes sont largement majoritaires dans l'enseignement, santé humaine-action sociale (61 %) et les autres activités de services aux ménages (52 %).

Tous les inscrits ne concrétisent pas leur projet : seuls 60 % des auto-entrepreneurs immatriculés au premier semestre 2014 démarrent une activité économique avant la fin de l'année. Ils sont 32 % à en faire leur activité principale. Parmi ceux-ci, 54 % déclarent qu'ils n'auraient pas créé leur entreprise sans le régime de l'auto-entrepreneur, contre 71 %

de ceux ayant débuté une activité de complément. Le taux de démarrage culmine dans l'enseignement, la santé humaine-action sociale, où 75 % des inscrits deviennent actifs et dégagent alors le plus souvent un revenu d'appoint. En revanche, le taux de démarrage est plus bas dans le commerce (48 %), l'hébergement-restauration (55 %) ou la construction (58 %), secteurs où les auto-entrepreneurs y créent plus souvent leur propre emploi.

Parmi les nouveaux inscrits du premier semestre 2014, 29 % sont des diplômés du supérieur (deuxième ou troisième cycle) et 19 % n'ont pas de diplôme qualifiant. Les plus diplômés, comme les plus âgés ou expérimentés, démarrent plus souvent une activité économique, laquelle leur fournit un revenu d'appoint dans la plupart des cas. À l'inverse, les plus jeunes, les moins expérimentés ou diplômés deviennent moins souvent actifs, mais il s'agit alors généralement d'assurer leur propre emploi.

À leur inscription en 2014, les auto-entrepreneurs sont essentiellement des salariés du privé (38 %) et des chômeurs (28 %). Les premiers recherchent d'abord un complément de revenu alors que les seconds visent davantage à assurer leur propre emploi.

En 2013, sur les 899 000 personnes devenues auto-entrepreneurs depuis l'instauration du régime, 76 % ont exercé une activité économique effective. Ces auto-entrepreneurs actifs tirent un **revenu d'activité** très inférieur à celui des **indépendants « classiques »** : 75 % d'entre eux ont un revenu inférieur à 8 000 euros par an alors que moins de 25 % des indépendants « classiques » sont dans ce cas. Le plus faible niveau de revenu des auto-entrepreneurs s'explique en partie par les plafonds de chiffres d'affaires imposés à ce régime, mais aussi par le fait qu'il s'agit souvent d'une activité d'appoint. ■

### Définitions

**Micro-entrepreneur et auto-entrepreneur** : micro-entrepreneur est la nouvelle dénomination de auto-entrepreneur depuis le 19 décembre 2014 (voir *annexe Glossaire*).

**Revenu d'activité, médiane, quartile** : voir *annexe Glossaire*.

**Indépendants « classiques »** : ils désignent les non-salariés hors auto-entrepreneurs.

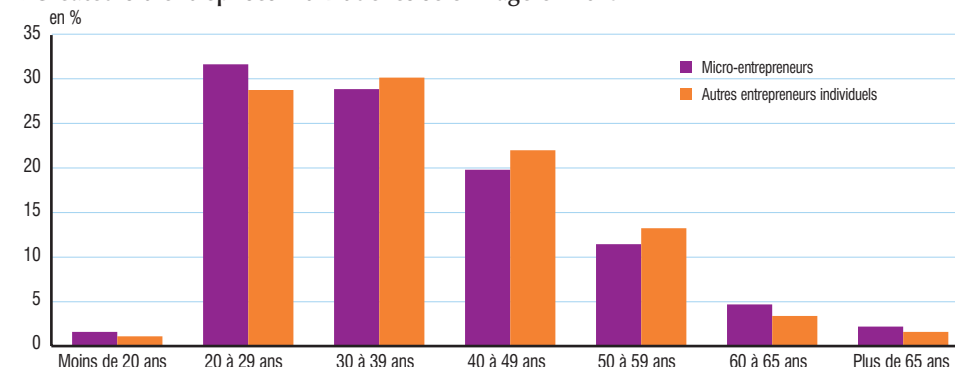
### Pour en savoir plus

- « Auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 : 54 % de ceux qui démarrent en font leur activité principale », *Insee Première* n°1615, septembre 2016.
- « Revenus d'activité des non-salariés en 2013 - Baisse prononcée dans la plupart des secteurs d'activité », *Insee Première* n° 1604, juin 2016.
- « Auto-entrepreneurs immatriculés en 2010 : trois ans après, 30 % sont encore actifs », *Insee Première* n° 1595, mai 2016.



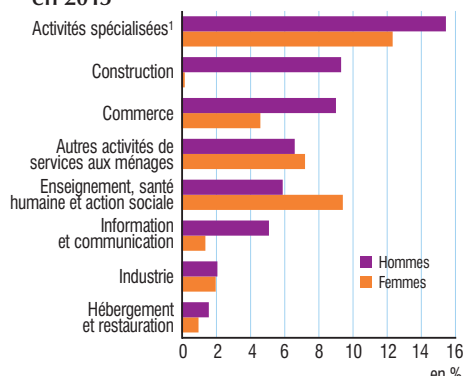
# Micro-entrepreneurs 1.8

## 1. Créateurs d'entreprises individuelles selon l'âge en 2015



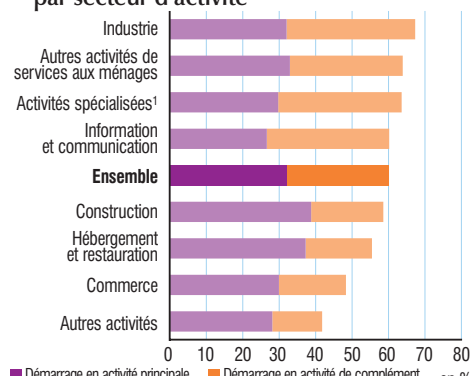
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.  
Lecture : en 2015, 31,7 % des micro-entrepreneurs ont un âge compris entre 20 et 29 ans ; cette proportion est de 28,8 % pour les autres entrepreneurs individuels.  
Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

## 2. Répartition par sexe et secteur d'activité des micro-entrepreneurs immatriculés en 2015



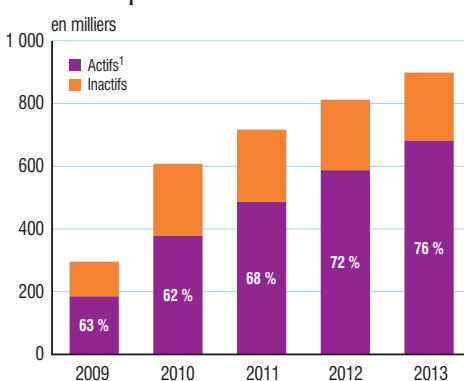
1. Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises.  
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.  
Lecture : parmi l'ensemble des immatriculations de 2015, 2,1 % ont été réalisées par des hommes dans le secteur de l'industrie.  
Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

## 3. Taux de démarrage dans l'année des auto-entrepreneurs immatriculés en 2014, par secteur d'activité



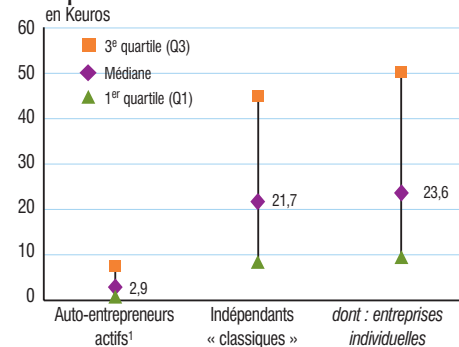
1. Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises.  
Champ : France, auto-entreprises immatriculées au cours du premier semestre 2014.  
Lecture : parmi les auto-entrepreneurs immatriculés au premier semestre 2014, 60 % ont démarré une activité dans l'année 2014.  
Source : Insee, enquête Auto-entrepreneurs 2014.

## 4. Auto-entrepreneurs actifs ou non en fin d'année



1. Économiquement actifs : auto-entrepreneurs ayant dégagé un chiffre d'affaires non nul dans l'année ou dans les quatre trimestres qui ont suivi leur immatriculation.  
Champ : France.  
Source : Insee, base Non-salariés.

## 5. Dispersion du revenu des AE actifs en 2013



1. Économiquement actifs : auto-entrepreneurs ayant dégagé un chiffre d'affaires non nul dans l'année ou dans les quatre trimestres qui ont suivi leur immatriculation.  
Champ : France, hors agriculture et hors taxes d'office - personnes cotisant à un régime social non salarié, en activité en fin d'année.  
Lecture : en 2013, la moitié des auto-entrepreneurs actifs ont un revenu inférieur à 2,9 Keuros.  
Source : Insee, base Non-salariés.

## 1.9 Créateurs d'entreprises hors micro-entrepreneurs

**E**n 2015, 302 000 entreprises ont été créées hors **micro-entrepreneurs**, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2014. Cette hausse est portée par les créations de sociétés (+ 4 %) et surtout par celles des entreprises individuelles classiques (+ 28 %). Celles-ci bénéficient en effet d'une moindre attractivité du régime de l'auto-entrepreneur depuis sa requalification en micro-entrepreneur fin 2014.

Hors micro-entrepreneurs, près de 60 % des créations d'entreprises se font sous forme sociétaire en 2015. Près d'une nouvelle société sur deux est une société par actions simplifiée. Cette catégorie juridique connaît un franc succès et fait désormais jeu égal avec les sociétés à responsabilité limitée.

Les secteurs d'activité les plus prisés par les créateurs de 2015 sont le commerce (22 % des créations), la construction (14 %) et les activités spécialisées scientifiques et techniques (12 %).

Au premier semestre 2014, les résultats de l'**enquête Sine** ont montré que les créateurs sont en premier lieu des salariés du privé (32 %), puis des chômeurs (27 %). Dans les cohortes 2006 et 2010, les chômeurs étaient les plus nombreux. La part des femmes dans la création d'entreprises reste stable à 28 %. Cette proportion varie de 22 % pour les nouvelles sociétés à 38 % pour les entreprises individuelles. Dans certains secteurs d'activité, la création d'entreprises est majoritairement le fait de femmes, c'est le cas notamment de la santé humaine-action sociale (65 % de créatrices) et des autres activités de services aux ménages (58 %). À l'inverse, la création est masculine à 91 % dans la construction, à 84 % dans l'information-communication et à 83 % dans les transports et l'entreposage. En 2014, 19 % des créateurs d'entreprises ont moins de

30 ans et 22 % plus de 50 ans. Le niveau de diplôme des créateurs d'entreprises augmente régulièrement depuis une décennie. Ainsi, en 2014, 46 % d'entre eux possèdent au moins un diplôme universitaire du premier cycle (contre 43 % en 2010 et 37 % en 2006) et, parmi eux, 19 % sont titulaires d'un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle ou d'un diplôme d'une école d'ingénieur. Près d'un quart (24 %) ont un CAP ou un BEP et 12 % n'ont aucun diplôme.

En 2014, 53 % des créateurs ont eu besoin de moins de 8 000 euros pour démarrer leur activité, parmi eux 29 % ont investi moins de 2 000 euros. Ces proportions n'étaient que de 44 % et 19 % en 2010. La part des projets avec plus de 160 000 euros de capital investis au départ est stable entre 2010 et 2014 et représente 7 % des créations d'entreprises.

Le montant des investissements initiaux nécessaires à la création d'entreprises est le plus élevé dans l'hôtellerie-restauration : 37 % des projets dans ce secteur ont nécessité plus de 40 000 euros d'apport initial. Les créations dans les secteurs des transports et de l'entreposage, des activités financières et d'assurance ainsi que dans le commerce mobilisent souvent des capitaux importants au démarrage. Plus d'un quart des créations dans ces secteurs ont été réalisées avec plus de 40 000 euros d'investissement initial. À l'inverse, dans la construction, les activités de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale, l'informatique et la communication, ainsi que dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques et de soutien, les moyens nécessaires pour démarrer sont généralement plus modestes : entre 10 % et 15 % des projets dans ces secteurs ont démarré avec plus de 40 000 euros. ■

### Définitions

**Micro-entrepreneur** : voir *annexe Glossaire*.

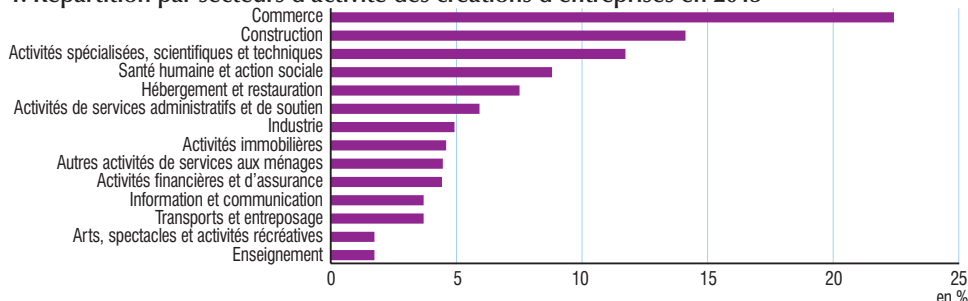
**Enquête Sine** (Système d'information sur les nouvelles entreprises) : permet de suivre une cohorte d'entreprises sur ses cinq premières années. Une nouvelle cohorte est interrogée tous les quatre ans, ce qui permet de caractériser le profil de ces entreprises et de leurs créateurs, ainsi que d'étudier leur pérennité.

### Pour en savoir plus

- « Les créateurs d'entreprises en 2014 : moins de chômeurs et des projets plus modestes qu'en 2010 », *Insee Première* n° 1600, juin 2016.
- « Entreprises créées en 2010 : sept sur dix sont encore actives trois ans après leur création », *Insee Première* n° 1543, avril 2015.

# Créateurs d'entreprises hors micro-entrepreneurs 1.9

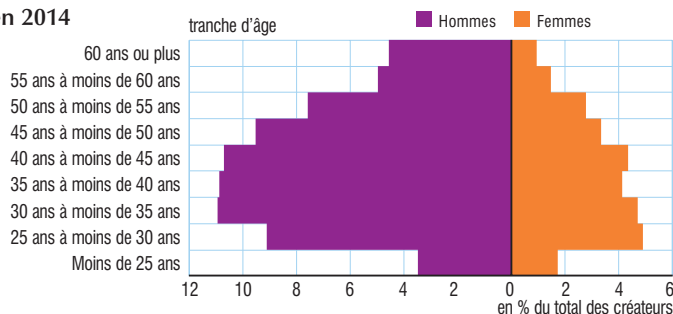
## 1. Répartition par secteurs d'activité des créations d'entreprises en 2015



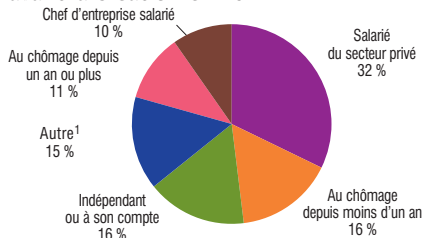
Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles. Niveau d'agrégation A21 de la NAF rév. 2 (sauf pour l'industrie qui est en A10).  
Lecture : en 2015, 14,1 % des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs ont eu lieu dans la construction.  
Source : Insee, Sirene, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

## 2. Créateurs d'entreprises en 2014 selon l'âge et le sexe

Champ : France, entreprises créées au cours du premier semestre 2014, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.  
Lecture : 1,7 % des créateurs d'entreprises en 2014 étaient des femmes de moins de 25 ans.  
Source : Insee, Sine 2014, interrogation 2014.

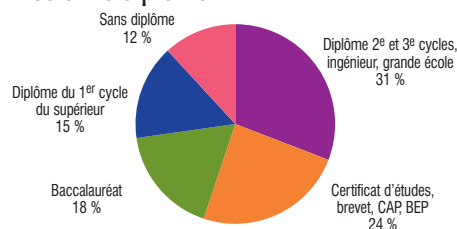


## 3. Situation de l'entrepreneur avant la création en 2014



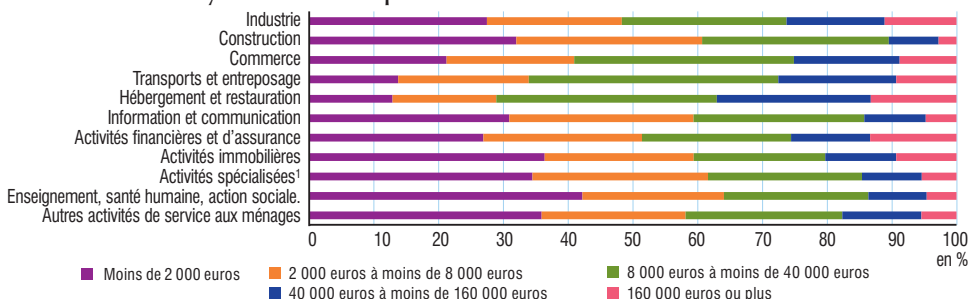
1. Sans activité professionnelle, agent de la fonction publique, étudiant ou scolaire, retraité.  
Champ : entreprises créées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entreprises.  
Source : Insee, Sine 2014, interrogation 2014.

## 4. Créateurs d'entreprises en 2014 selon le diplôme



Champ : France, entreprises créées au cours du premier semestre 2014, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.  
Source : Insee, Sine 2014, interrogation 2014.

## 5. Montant des moyens nécessaires pour démarrer selon le secteur d'activité en 2014



1. Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises.  
Champ : France, entreprises créées au cours du premier semestre 2014, exerçant des activités marchandes non agricoles, hors auto-entrepreneurs.  
Source : Insee, Sine 2014, interrogation 2014.

## 1.10 Activités économiques par secteur et par branche

Une entreprise peut exercer simultanément plusieurs activités économiques. Son **activité principale** détermine son **secteur d'activité**, chacune de ses activités correspond à une **branche** d'activité. Pour les statistiques d'entreprises, il est d'usage d'étudier les activités de l'entreprise selon son secteur d'activité alors qu'en comptabilité nationale, ses différentes activités sont comptabilisées séparément en les répartissant par branches.

Pour les entreprises des secteurs principalement marchands (c'est-à-dire hors agriculture, services financiers, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale), les statistiques disponibles permettent d'étudier la répartition des chiffres d'affaires entre secteurs et branches. Ce champ représente un peu plus de la moitié du PIB (produit intérieur brut) de la France.

En 2014, le chiffre d'affaires hors taxes des entreprises du secteur de l'industrie s'élève à 1 027 milliards d'euros ; 842 milliards découlent d'activités de ce secteur dans la branche industrielle et 184 milliards d'activités secondaires réalisées principalement dans les branches du commerce et des transports (147 milliards) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (29 milliards). Le chiffre d'affaires de la branche industrielle est de 864 milliards d'euros, il est réalisé à 97 % par les entreprises du secteur industriel. L'industrie est le seul domaine d'activité où le chiffre d'affaires du secteur est sensiblement supérieur à celui de la branche en raison d'une part, du poids non négligeable des activités secondaires dans les entreprises industrielles et d'autre part, du

faible niveau des activités industrielles dans les entreprises des autres secteurs.

Les chiffres d'affaires des branches construction, hébergement et restauration résultent également en quasi totalité des entreprises de leur secteur.

Au contraire, le chiffre d'affaires de la branche commerce et transports est supérieur à celui du secteur. En effet, tous les autres secteurs développent des activités secondaires du type commerce de gros ou transports et contribuent peu ou prou au chiffre d'affaires de cette branche, la contribution des entreprises du secteur de l'industrie étant de loin la plus importante.

Le chiffre d'affaires de la branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques et de services administratifs et de soutien est aussi assez nettement supérieur à celui du secteur, alimenté notamment par les activités secondaires des entreprises des secteurs de l'industrie et du commerce et des transports.

Alors que le secteur de l'industrie (BE), celui de l'information et de la communication (J) et celui des autres activités de services (RU) ont une proportion de leur chiffre d'affaires liée à des activités secondaires assez importante (respectivement 17,9 %, 10,5 % et 10,4 %), les entreprises des autres secteurs ont une activité qui reste concentrée dans le même grand domaine d'activités : plus de 90 % de leur chiffre d'affaires provient d'activités de leur branche de référence (diagonale secteur-branche).

Cette concentration peut être moins importante lorsque ce type d'analyse est réalisé à un niveau plus fin de la nomenclature d'activités. ■

### Définitions

**Activité principale exercée (APE)** : déterminée en fonction de la ventilation des différentes activités de l'entreprise. Comme la valeur ajoutée des différentes branches d'activité est souvent difficile à déterminer à partir des enquêtes statistiques, c'est la ventilation du chiffre d'affaires ou des effectifs selon les branches qui est utilisée comme critère de détermination.

**Secteur d'activité** : regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale au sens de la nomenclature d'activités française. L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène : elle comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres *items* de la nomenclature que celui du secteur considéré.

**Branche** (ou branche d'activité) : regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits ou rendent des services qui appartiennent au même *item* de la nomenclature d'activité.

# Activités économiques par secteur et par branche 1.10

## 1. Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (CAHT) par secteur et par branche en 2014

en milliards d'euros

|  | CAHT des entreprises du secteur | CAHT de la branche | CAHT du secteur dans la branche | CAHT du secteur hors branche |
|--|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|------------------------------|
| Industrie (BE)   | 1 027                           | 864                | 842                             | 184                          |
| Construction (F)   | 277                             | 270                | 262                             | 15                           |
| Commerce de gros et de détail et transports (GH)   | 1 595                           | 1 721              | 1 545                           | 50                           |
| Hébergement et restauration (I)  | 90                              | 85                 | 83                              | 7                            |
| Information et communication (J)   | 176                             | 161                | 158                             | 19                           |
| Activités immobilières (L)   | 73                              | 76                 | 71                              | 2                            |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN) | 326                             | 382                | 315                             | 12                           |
| Autres activités de services (RU)  | 55                              | 55                 | 49                              | 6                            |
| Autres <sup>1</sup>  | 0                               | 5                  | 0                               | 0                            |
| <b>Ensemble</b>  | <b>3 619</b>                    | <b>3 619</b>       | <b>3 325</b>                    | <b>294</b>                   |

1. Secteurs hors agriculture, activités financières et d'assurance, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, etc. pour lesquels les entreprises ont déclaré une activité secondaire.

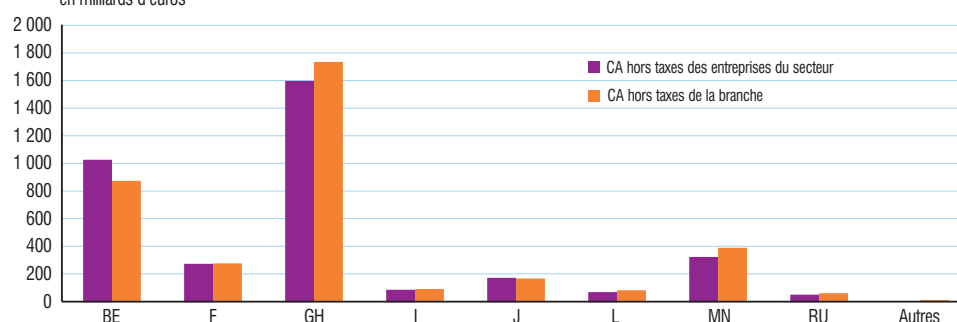
Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Note : les sigles BE, F, GH, I, J, L, MN et RU correspondent à la nomenclature agrégée du secteur d'activité économique.

Source : Insee, Esane.

## 2. Chiffre d'affaires hors taxes par secteur et par branche en 2014

en milliards d'euros



Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Source : Insee, Esane.

## 3. Répartition en branche du chiffre d'affaires hors taxes des entreprises en 2014 selon leur secteur d'appartenance

en %

| Secteurs | Branches    |             |             |             |             |             |             |             |                     | Ensemble     |
|----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|--------------|
|          | BE          | F           | GH          | I           | J           | L           | MN          | RU          | Autres <sup>1</sup> |              |
| BE       | <b>82,1</b> | 0,4         | 14,3        | 0,0         | 0,0         | 0,1         | 2,8         | 0,0         | 0,2                 | <b>100,0</b> |
| F        | 1,3         | <b>94,7</b> | 1,5         | 0,0         | 0,1         | 0,1         | 2,1         | 0,1         | 0,0                 | <b>100,0</b> |
| GH       | 0,9         | 0,1         | <b>96,9</b> | 0,1         | 0,1         | 0,1         | 1,5         | 0,2         | 0,1                 | <b>100,0</b> |
| I        | 0,6         | 0,3         | 2,1         | <b>92,3</b> | 0,0         | 1,6         | 1,5         | 1,3         | 0,2                 | <b>100,0</b> |
| J        | 1,1         | 0,0         | 4,9         | 0,0         | <b>89,5</b> | 0,0         | 4,0         | 0,3         | 0,3                 | <b>100,0</b> |
| L        | 0,0         | 1,1         | 0,6         | 0,6         | 0,0         | <b>97,1</b> | 0,6         | 0,0         | 0,0                 | <b>100,0</b> |
| MN       | 0,1         | 0,2         | 2,9         | 0,0         | 0,1         | 0,1         | <b>96,4</b> | 0,0         | 0,2                 | <b>100,0</b> |
| RU       | 0,2         | 0,0         | 9,3         | 0,2         | 0,1         | 0,0         | 0,4         | <b>89,6</b> | 0,0                 | <b>100,0</b> |

1. Secteurs hors agriculture, activités financières et d'assurance, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, etc. pour lesquels les entreprises ont déclaré une activité secondaire.

Champ : France, secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers.

Lecture : le chiffre d'affaires des entreprises du secteur de l'industrie (BE) se répartit en 82,1 % de production relevant de la branche de l'industrie, 14,3 % de production relevant de la branche du commerce et transports (GH), etc.

Source : Insee, Esane.